



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 57.907/2
du 16 septembre 2015

advies 57.907/2
van 16 september 2015

sur

over

une proposition de loi
'modifiant le Code judiciaire
en ce qui concerne la
notification des jugements et
arrêts' (*Doc. parl.*, Chambre,
2014-2015, n° 54-0760/001)

een wetsvoorstel 'tot wijziging
van het Gerechtelijk Wetboek
wat de kennisgeving van
vonnissen en arresten betreft'
(*Parl.St.* Kamer 2014-2015,
nr. 54-0760/001)

Le 17 juillet 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de soixante jours, sur une proposition de loi 'modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la notification des jugements et arrêts' (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 54-0760/001).

La proposition de loi a été examinée par la deuxième chambre le 16 septembre 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 16 septembre 2015.

*

Op 17 juli 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van zestig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de kennisgeving van vonnissen en arresten betreft' (*Parl.St.* Kamer 2014-2015, nr. 54-0760/001).

Het wetsvoorstel is door de tweede kamer onderzocht op 16 september 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 16 september 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Dans sa version actuelle, l'article 792 du Code judiciaire est rédigé comme suit :

« Dans les huit jours de la prononciation du jugement, le greffier adresse, sous simple lettre, à chacune des parties ou, le cas échéant, à leurs avocats, une copie non signée du jugement.

Par dérogation à l'alinéa précédent, dans les matières énumérées à l'article 704, § 2, ainsi qu'en matière d'adoption, le greffier notifie le jugement aux parties par pli judiciaire adressé dans les huit jours.

A peine de nullité, cette notification fait mention des voies de recours, du délai dans lequel ce ou ces recours, doivent être introduits ainsi que de la dénomination et de l'adresse de la juridiction compétente pour en connaître.

Dans les cas visés au deuxième alinéa, le greffier adresse, le cas échéant, une copie non signée du jugement aux avocats des parties ou aux délégués visés à l'article 728, § 3 ».

La proposition de loi tend, d'une part, à organiser la communication électronique des jugements et arrêts et, d'autre part, à étendre le champ d'application de l'article 792 aux matières pénales.

2. L'article 792 proposé est directement inspiré de la proposition émise en avril 2010 par la Commission de modernisation de l'Ordre judiciaire¹⁻². Il s'en écarte toutefois en ne

¹ Commission de Modernisation de l'Ordre judiciaire, « Notification des décisions judiciaires », avril 2010, pp. 4-5, http://www.moniteur.be/tridion/cmro-cmoj/doc/notification_des_decisions_judiciaires_2010_FR.pdf.

² Dans sa recommandation du 22 septembre 2011 'relative à l'application de l'article 792 du Code judiciaire', la Commission d'avis et d'enquête réunie du Conseil supérieur de la Justice commentait ainsi la proposition de la Commission de Modernisation :

« Si séduisante que puisse être cette proposition, elle ne constitue cependant pas l'ultime remède à la communication systématique des décisions judiciaires puisque dans la plupart des cas, le greffe (à supposer qu'il dispose de l'infrastructure informatique adéquate) n'est pas nécessairement en possession de l'adresse informatique de toutes les parties à la cause. Dans l'état actuel de la législation, il s'impose que l'on évalue sans tarder la charge en travail et en

prenant pas à son compte l'exclusion de la communication par voie électronique des jugements avant dire droit et de certains jugements du tribunal de police.

La proposition examinée présente dès lors, comparée à celle de la Commission de modernisation, l'avantage de ne pas introduire de distinction entre les justiciables. Ses développements rencontrent par ailleurs les préoccupations du Conseil supérieur de la Justice en ce qui concerne la charge de travail que générerait la communication électronique des décisions.

Il y a toutefois lieu de noter que ces développements, qui, comme tel était le cas pour la proposition émise par la Commission de modernisation, semblent n'envisager l'envoi par courrier électronique que pour les décisions définitives³⁻⁴, ne concordent pas avec son dispositif, qui, à bon escient, ne contient pas cette limitation.

3. L'article 792, § 2, proposé du Code judiciaire reproduit les alinéas 2 à 4 de la version actuellement en vigueur de cet article.

Selon la Cour constitutionnelle,

« B.5.1. Conformément à l'article 792, alinéa 2, du Code judiciaire, dans les matières énumérées à l'article 704, alinéa 1^{er}, de ce Code, le greffier notifie le jugement aux parties par pli judiciaire adressé dans les huit jours. Cette notification mentionne à peine de nullité les voies de recours, le délai dans lequel ce ou ces recours doivent être introduits ainsi que la dénomination et l'adresse de la juridiction compétente pour en connaître (article 792, alinéa 3).

La règle contenue à l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire constitue une exception au régime de droit commun inscrit aux articles 791 et 792, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, relatif à la communication des jugements.

Conformément à l'article 791 du Code judiciaire, l'expédition du jugement est délivrée par le greffier aux parties en cause qui en font la demande en vue de la signification et de l'exécution de ce jugement. Conformément à l'article 792, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, dans les huit jours de la prononciation du jugement, le greffier adresse sous simple lettre à chacune des parties ou, le cas échéant, à leurs avocats, une copie non signée du jugement.

Le régime contenu à l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire diffère du régime de droit commun en ce que la notification qui y est visée est, d'une part, faite par le greffier par pli judiciaire et mentionne, d'autre part, les voies de recours, le délai dans lequel le recours doit être introduit, ainsi que la dénomination et l'adresse de la juridiction compétente pour en connaître. Dans le régime de droit commun, le greffier adresse une

matériel que représente pour les juridictions civiles l'application stricte de ce texte de loi clair et non ambigu, qui impose à tous les greffes civils d'adresser, dans les huit jours de la prononciation du jugement, à chacune des parties ou, le cas échéant, à leurs avocats une copie non signée du jugement. Il s'impose ensuite que l'on donne aux greffes les moyens humains et matériels de satisfaire, sur le champ et sans exception aucune, au prescrit légal. Il serait enfin utile que l'on songe à étendre l'application des dispositions de l'article 792 CJ aux décisions pénales » (http://www.csj.be/sites/5023.b.fedimbo.belgium.be/files/press_publications/rec0017b.pdf).

³ Il est rappelé qu'aux termes de l'article 19, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire, « Le jugement est définitif dans la mesure où il épuise la juridiction du juge sur une question litigieuse, sauf les recours prévus par la loi ».

⁴ Cette question est abordée incidemment par les développements de la proposition à l'appui d'une considération relative au supplément de coût lié à la disposition nouvelle portant sur la copie et l'envoi des décisions pénales (proposition de loi, développements, *Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 54-760/1, pp. 4 et 5).

copie non signée du jugement aux parties ou à leurs avocats, mais il appartient à la partie intéressée de demander l'expédition du jugement au greffier et de le faire signifier par exploit d'huissier aux autres parties ».

La Cour a estimé que cette différence de traitement n'est pas discriminatoire, notamment parce qu'elle n'implique pas une limitation disproportionnée des droits des personnes en cause :

« B.11.1. S'il est exact que l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire prévoit une procédure qui, pour ce qui est de communiquer les jugements et de former appel, est, pour toutes les parties, plus simple que le régime de droit commun, il n'apparaît pas que ce régime de droit commun limiterait de manière disproportionnée les droits des personnes en cause. Le régime de droit commun offre aux intéressés suffisamment de garanties pour qu'ils puissent prendre connaissance à court terme et sans effort insurmontable des jugements qui les concernent. La circonstance qu'il appartient à la partie intéressée de faire signifier le jugement par exploit d'huissier ne peut être considérée comme une limitation disproportionnée de ses droits. Comme il ne peut être dérogé à la signification par exploit d'huissier que dans les cas prévus par la loi, il est en outre possible de déterminer objectivement de quelle manière le jugement doit être communiqué.

B.11.2. La circonstance que le délai pour former appel commence à courir dans un premier cas lors de la notification par pli judiciaire et dans l'autre cas lors de la signification par exploit d'huissier n'est pas davantage de nature à limiter de manière disproportionnée les droits des personnes en cause. Etant donné que peut être déterminé objectivement le mode de communication de jugements qui doit être utilisé, il est également possible de fixer objectivement à quel moment le délai pour former appel commence à courir »⁵.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 2

(article 792 proposé du Code judiciaire)

1.1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, première phrase, proposé précise que

« le greffier envoie, par courrier électronique à l'adresse électronique communiquée, à chacune des parties ou, le cas échéant, à leur avocat, une copie non signée du jugement ou de l'arrêt ».

1.2. Toutefois, aucune disposition du Code judiciaire ne prévoit actuellement ni le principe ni les modalités d'une « communication » d'une adresse électronique au greffe par les parties et le cas échéant par leurs conseils.

Il conviendrait dès lors de compléter le dispositif en insérant dans le Code judiciaire une disposition prévoyant le principe d'une telle communication et ses modalités. Il

⁵ C.C., n° 16/2008, 14 février 2008. Sur la validité de ces dispositions, voir déjà les arrêts n° 96/2001 du 12 juillet 2001 et 170/2003 du 17 décembre 2003 de la Cour constitutionnelle.

serait à cet égard utile de prévoir concomitamment une règle prévoyant la permanence de l'adresse électronique communiquée tant qu'une nouvelle adresse électronique n'est pas renseignée au greffe, selon des modalités comparables à la communication de l'adresse électronique initiale.

1.3. Afin d'éviter tout malentendu quant au champ d'application de la disposition, il conviendrait de remplacer les mots « du jugement ou de l'arrêt » par les mots « de la décision », ce qui permet également de viser notamment les ordonnances (par exemples celles rendues en référé), dont il est utile pour les parties d'en avoir connaissance le plus rapidement possible, au même titre – sinon davantage – que les jugements et arrêts.

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, proposé, les mots « La notification » qui, au sens de l'article 32 du Code judiciaire, recouvrent une formalité bien précise, doivent être remplacés par ceux de « L'envoi ».

La même observation vaut pour l'alinéa 3 proposé.

3. Le même alinéa 3 serait mieux rédigé en se contentant de préciser que la communication électronique d'une décision visée à l'alinéa 1^{er} n'a aucun effet sur les voies de recours éventuellement ouvertes à l'égard de la décision communiquée électroniquement.

4. La précision selon laquelle la règle énoncée dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, proposé « déroge au [paragraphe] 1^{er} » était justifiée lorsque, tant en vertu du premier que du deuxième alinéa de la version actuelle de l'article 792 du Code judiciaire, le greffe devait, dans les huit jours du prononcé de la décision, soit adresser sous simple lettre une copie libre du jugement aux parties ou le cas échéant à leur avocat (alinéa 1^{er}), soit notifier, au sens de l'article 32 du Code judiciaire, une copie du jugement aux parties (alinéa 2).

Dès lors que le texte proposé prévoit dorénavant, en son paragraphe 1^{er}, un délai de deux jours à dater du prononcé de la décision pour son envoi par voie électronique (ou, à défaut, par courrier ou par « fax »⁶), alors que la notification prévue au paragraphe 2 doit toujours intervenir dans un délai de huit jours, la question se pose de savoir s'il y a bien lieu de prévoir que la règle énoncée au paragraphe 2 déroge à celle énoncée au paragraphe 1^{er}.

Il s'agit en réalité de deux formalités distinctes, qui ne poursuivent pas le même but et qui ne produisent pas les mêmes effets. La notification prévue au paragraphe 2 fait notamment courir le délai d'appel⁷.

La proposition devrait clairement préciser si cette dernière est évasive de la première ou si, au contraire, elles se cumulent. À cet égard, il y a lieu de relever que les parties aux contentieux sociaux, visés par l'article 704 du Code judiciaire, peuvent aussi avoir intérêt, comme les parties à tous les autres contentieux, à être informées, dans le délai de deux jours à

⁶ L'auteur de la proposition veillera à remplacer le terme « fax » par celui de « télécopie ».

⁷ L'article 1051 du Code judiciaire énonce que le délai d'appel court à dater de la notification du jugement faite conformément à l'article 792, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire.

dater du prononcé de la décision, du contenu de celle-ci sans devoir nécessairement attendre la notification de la décision, qui ne doit intervenir que dans un délai de huit jours et qui, dès lors qu'elle intervient nécessairement par l'envoi d'un pli judiciaire, ne parviendra effectivement à son destinataire qu'au minimum un jour après son envoi (ce qui n'est pas le cas de la communication par voie électronique).

La disposition sera revue à la lumière de cette observation.

OBSERVATION FINALE

Les renvois faits par d'autres dispositions législatives à l'article 792 du Code judiciaire devraient être adaptés pour tenir compte de la nouvelle subdivision de cette même disposition, telle qu'elle est proposée, en deux paragraphes, eux-mêmes répartis en trois alinéas chacun.

Tel est le cas des articles 1048, alinéa 1^{er}, 1051, alinéas 1^{er} et 4, 1067*bis*, 1073, alinéa 1^{er}, et 1075 du Code judiciaire.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Zoals het thans gesteld is, luidt artikel 792 van het Gerechtelijk Wetboek als volgt:

“Binnen acht dagen na de uitspraak van het vonnis zendt de griffier bij gewone brief een niet ondertekend afschrift van het vonnis, aan elke partij, of, in voorkomend geval, aan hun advocaten.

In afwijking van het vorige lid, voor de zaken opgesomd in artikel 704, § 2, alsook inzake adoptie, brengt de griffier binnen de acht dagen bij gerechtsbrief het vonnis ter kennis van de partijen.

Op straffe van nietigheid vermeldt deze kennisgeving de rechtsmiddelen, de termijn binnen welke dit verhaal moet worden ingesteld evenals de benaming en het adres van de rechtsmacht die bevoegd is om er kennis van te nemen.

In de gevallen, bepaald in het tweede lid, zendt de griffier een niet-ondertekend afschrift van het vonnis, in voorkomend geval, aan de advocaten van de partijen of aan de afgevaardigden bedoeld in artikel 728, § 3.”

Het wetsvoorstel strekt er enerzijds toe de elektronische mededeling van vonnissen en arresten te regelen en anderzijds het toepassingsgebied van artikel 792 te verruimen tot de strafzaken.

2. Het voorgestelde artikel 792 is rechtstreeks ingegeven door het voorstel dat in april 2010 door de Commissie voor de modernisering van de rechterlijke orde¹⁻² uitgebracht is.

¹ Commissie voor de modernisering van de rechterlijke orde, “Kennisgeving rechterlijke beslissingen”, april 2010, 4-5, http://www.moniteur.be/_tridion/cmro-cmoj/doc/Kennisgeving_rechterlijke_beslissingen.pdf

² In haar aanbeveling van 22 september 2011 inzake de toepassing van het artikel 792 van het Gerechtelijk Wetboek heeft de Verenigde advies- en onderzoekscommissie van de Hoge Raad voor de Justitie de volgende commentaar geformuleerd bij het voorstel van de Commissie voor de modernisering :

“Dit voorstel kan aanlokkelijk zijn, het is evenwel niet de ultieme oplossing voor de systematische mededeling van de gerechtelijke uitspraken vermits in het merendeel van de gevallen de griffie (in de veronderstelling dat deze over de gepaste informaticastructuur beschikt) niet noodzakelijkerwijs over het mailadres van alle partijen in het geding beschikt. In de huidige stand van de wetgeving, moet de werk- en de materiële last voor de burgerlijke rechtscolleges onverwijld worden geëvalueerd met betrekking tot de strikte toepassing van deze duidelijke en ondubbelzinnige wettekst, waarbij alle burgerlijke griffies binnen acht dagen na uitspraak van het vonnis aan elke partij of, in voorkomend geval, aan hun advocaten een niet ondertekend afschrift van het vonnis moet worden bezorgd. De griffies moeten vervolgens de menselijke en materiële middelen krijgen teneinde onmiddellijk en zonder enige uitzondering te kunnen voldoen aan de wettelijke voorschriften. Tot slot zou het nuttig zijn de toepassing van de bepalingen van het artikel 792 Ger. W. uit te breiden tot de strafrechtelijke uitspraken.” (http://www.csj.be/sites/5023.b.fedimbo.belgium.be/files/press_publications/rec0017b.pdf).

Het wijkt er evenwel van af doordat er niet in bepaald wordt dat de vonnissen alvorens recht te doen en bepaalde vonnissen van de politierechtbank niet via elektronische weg worden meegedeeld.

Het voorliggende voorstel biedt derhalve het voordeel dat het, vergeleken met het voorstel van de Commissie voor de modernisering, geen onderscheid maakt tussen de rechtzoekenden. In de toelichting bij dat wetsvoorstel wordt bovendien tegemoetgekomen aan de bedenkingen van de Hoge Raad voor de Justitie wat betreft de werklast die zou voortvloeien uit de elektronische mededeling van de rechterlijke beslissingen.

Er behoort evenwel opgemerkt te worden dat de toelichting waarin, zoals dat ook het geval was met het voorstel van de Commissie voor de modernisering, de elektronische mededeling alleen overwogen lijkt te worden voor de eindvonnissen³⁻⁴, niet overeenstemt met het dispositief van het voorstel waarin die beperking terecht niet is opgenomen.

3. In het voorgestelde artikel 792, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, worden het tweede tot vierde lid van de thans geldende versie van dat artikel overgenomen.

Het Grondwettelijk Hof heeft in dat verband het volgende gesteld:

“B.5.1. Volgens artikel 792, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek brengt de griffier, voor de zaken opgesomd in artikel 704, eerste lid, van dat Wetboek, binnen acht dagen bij gerechtsbrief het vonnis ter kennis van de partijen. Die kennisgeving vermeldt, op straffe van nietigheid, de rechtsmiddelen, de termijn binnen welke die moeten worden ingesteld, alsmede de benaming en het adres van de rechtsmacht die bevoegd is om kennis ervan te nemen (artikel 792, derde lid).

De in artikel 792, tweede en derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek vervatte regeling vormt een uitzondering op de in de artikelen 791 en 792, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek vervatte gemeenrechtelijke regeling, betreffende het meedelen van rechterlijke beslissingen.

Volgens artikel 791 van het Gerechtelijk Wetboek wordt de uitgifte van de rechterlijke uitspraak door de griffier afgegeven aan de partijen in het geding die erom verzoeken en dit met het oog op de betekening en de uitvoering van die uitspraak. Volgens artikel 792, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek zendt de griffier, binnen acht dagen na de uitspraak van het vonnis, bij gewone brief een niet-ondertekend afschrift van het vonnis aan elke partij of, in voorkomend geval, aan hun advocaten.

De in artikel 792, tweede en derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek vervatte regeling verschilt van de gemeenrechtelijke regeling, doordat de erin bedoelde kennisgeving, enerzijds, gebeurt door de griffier bij gerechtsbrief, en, anderzijds, de rechtsmiddelen, de termijn binnen welke die moeten worden ingesteld, en de benaming en het adres van de rechtsmacht die bevoegd is om kennis ervan te nemen, moet vermelden. In de gemeenrechtelijke regeling zendt

³ Er wordt aan herinnerd dat artikel 19, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek luidt als volgt:

“Het vonnis is een eindvonnis inzover daarmee de rechtsmacht van de rechter over een geschilpunt uitgeput is, behoudens de rechtsmiddelen bij de wet bepaald”.

⁴ Deze kwestie wordt in de toelichting bij het voorstel terloops aangekaart tot staving van een overweging met betrekking tot de bijkomende kostprijs naar aanleiding van de nieuwe bepaling betreffende het kopiëren en verzenden van strafrechtelijke beslissingen (wetsvoorstel, toelichting, *Parl. St. Kamer*, 2014-2015, nr. 54-760/1, 4-5).

de griffier weliswaar een niet-ondertekend afschrift van het vonnis aan de partijen of hun advocaten, maar het komt toe aan de belanghebbende partij om de uitgifte van de rechterlijke uitspraak bij de griffier op te vragen en die bij deurwaardersexploot te laten betekenen aan de overige partijen”.

Het Hof heeft geoordeeld dat dat onderscheid in behandeling niet discriminerend is, inzonderheid omdat deze niet gepaard gaat met een onevenredige beperking van de rechten van de daarbij betrokken personen.

“B.11.1. Ofschoon het juist is dat artikel 792, tweede en derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek voorziet in een rechtspleging die, op het vlak van het meedelen van rechterlijke uitspraken en het aantekenen van hoger beroep, voor alle procespartijen eenvoudiger is dan de gemeenrechtelijke regeling, blijkt niet dat die gemeenrechtelijke regeling op onevenredige wijze de rechten van de daarbij betrokken personen zou beperken. De gemeenrechtelijke regeling biedt de betrokkenen afdoende waarborgen om op korte termijn en zonder onoverkomelijke inspanningen kennis te kunnen nemen van de rechterlijke beslissingen die hen aanbelangen. De omstandigheid dat het toekomt aan de belanghebbende partij om de rechterlijke beslissing te laten betekenen bij deurwaardersexploot, kan daarbij niet worden beschouwd als een onevenredige beperking van haar rechten. Aangezien enkel kan worden afgeweken van de betekening bij deurwaardersexploot in de gevallen die de wet bepaalt, is bovendien objectief vast te stellen op welke wijze een rechterlijke beslissing ter kennis moet worden gebracht.

B.11.2. De omstandigheid dat de termijn om hoger beroep aan te tekenen in het ene geval loopt vanaf de kennisgeving bij gerechtsbrief en in het andere geval vanaf de betekening bij deurwaardersexploot is evenmin van dien aard dat de rechten van de daarbij betrokken personen op onevenredige wijze worden beperkt. Aangezien de wijze van meedelen van rechterlijke beslissingen die moet worden aangewend objectief is vast te stellen, is het eveneens objectief vast te stellen op welk ogenblik de termijn om hoger beroep aan te tekenen begint te lopen”⁵.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 2

(voorgesteld artikel 792 van het Gerechtelijk Wetboek)

1.1. In de voorgestelde paragraaf 1, eerste lid, eerste zin, wordt het volgende bepaald:

“zendt de griffier, bij elektronische post aan het opgegeven elektronische adres, een niet ondertekend afschrift van het vonnis of van het arrest aan elke partij of, in voorkomend geval, aan hun advocaat”.

1.2. In geen enkele bepaling van het Gerechtelijk Wetboek worden thans echter het beginsel, noch de nadere regels vastgelegd van een “mededeling” van een elektronisch adres aan de griffie door de partijen en in voorkomend geval door hun advocaten.

⁵ GwH, nr. 16/2008, 14 februari 2008. Wat betreft de geldigheid van deze bepalingen zie reeds de arresten van het Grondwettelijk Hof nrs. 96/2001 van 12 juli 2001 en 170/2003 van 17 december 2003.

Het verdient dan ook aanbeveling om het dispositief te vervolledigen door in het Gerechtelijk Wetboek een bepaling in te voegen waarin het principe van zulk een mededeling en de nadere regels ervan worden neergelegd. Het zou in dat opzicht nuttig zijn om tegelijkertijd in een regeling te voorzien waarbij het permanent karakter van het meegedeeld elektronisch adres wordt vastgelegd zolang er geen nieuw elektronisch adres wordt meegedeeld aan de griffie, volgens nadere regels die vergelijkbaar zijn met die welke gelden voor de mededeling van het oorspronkelijk elektronisch adres.

1.3. Teneinde elk misverstand te voorkomen wat betreft het toepassingsgebied van de bepaling, verdient het aanbeveling om de woorden “van het vonnis of het arrest” te vervangen door de woorden “van de beslissing”, waarmee eveneens inzonderheid naar de beschikkingen verwezen kan worden (bijvoorbeeld de beschikkingen in kort geding), waarvan het nuttig is dat de partijen er zo snel mogelijk kennis van kunnen nemen, op dezelfde wijze – zoniet sneller – dan van de vonnissen en de arresten.

2. In de voorgestelde paragraaf 1, tweede lid, dienen de woorden “De kennisgeving” die, als bedoeld in artikel 32 van het Gerechtelijk Wetboek, een welbepaald vormvereist uitmaken, vervangen te worden door de woorden “De verzending”.

Dezelfde opmerking geldt voor het voorgestelde derde lid.

3. Datzelfde derde lid zou beter aldus gesteld worden dat er alleen in wordt gepreciseerd dat de elektronische mededeling van een rechterlijke beslissing als bedoeld in het eerste lid, van generlei invloed is op de rechtsmiddelen die eventueel kunnen worden aangewend tegen de via elektronische post meegedeelde beslissingen.

4. De precisering volgens welke de regel die vervat ligt in de voorgestelde paragraaf 2, eerste lid, “afwijk(t) van paragraaf 1” was gerechtvaardigd ingeval, krachtens zowel het eerste als het tweede lid van de huidige versie van artikel 792 van het Gerechtelijk Wetboek, de griffie, binnen acht dagen na de uitspraak van het vonnis, hetzij bij gewone brief een niet ondertekend afschrift van het vonnis aan de partijen of, in voorkomend geval, aan hun advocaten behoorde toe te zenden (eerste lid), hetzij, zoals bepaald in artikel 32 van het Gerechtelijk Wetboek, een afschrift van het vonnis ter kennis behoorde te brengen van de partijen (tweede lid).

Aangezien paragraaf 1 van de voorgestelde tekst voorziet in een termijn van twee dagen te rekenen vanaf de uitspraak van de beslissing voor de verzending ervan via elektronische post (of, bij ontstentenis, bij brief of per “faxbericht”⁶), terwijl de kennisgeving waarvan sprake is in paragraaf 2 steeds dient plaats te hebben binnen een termijn van acht dagen, rijst de vraag of er wel bepaald dient te worden dat de regel die vervat ligt in paragraaf 2 afwijkt van die welke vervat ligt in paragraaf 1.

⁶ De steller van het voorstel behoort het woord “fax” te vervangen door het woord “faxbericht”.

Het betreft in feite twee onderscheiden vormvereisten, die niet hetzelfde doel nastreven en die niet dezelfde rechtsgevolgen doen ontstaan. De kennisgeving waarvan sprake is in paragraaf 2 doet inzonderheid de beroepstermijn ingaan⁷.

In het voorstel zou moeten worden verduidelijkt of het vervullen van dit laatste vormvereiste van het eerste doet vervallen, dan wel of ze daarentegen vervuld dienen te worden. In dat verband behoort erop gewezen te worden dat de partijen in sociale geschillen, als bedoeld in artikel 704 van het Gerechtelijk Wetboek, er evenwel belang bij kunnen hebben, net als de partijen in alle andere geschillen, om binnen een termijn van twee dagen vanaf de uitspraak van het vonnis, over de inhoud van dat vonnis geïnformeerd te worden, zonder dat ze noodgedwongen moeten wachten op de kennisgeving van de beslissing, welke kennisgeving pas binnen een termijn van acht dagen moet plaatsvinden, en die, aangezien ze in ieder geval bij gerechtsbrief wordt verstuurd, pas daadwerkelijk de bestemming zal bereiken minstens een dag na de verzending ervan (hetgeen niet het geval is met de mededeling via elektronische weg).

De bepaling behoort te worden herzien in het licht van die opmerking.

SLOTOPMERKING

De verwijzingen in andere wetsbepalingen naar artikel 792 van het Gerechtelijk Wetboek behoren aangepast te worden teneinde rekening te houden met de nieuwe indeling van diezelfde bepaling, zoals deze wordt voorgesteld, namelijk in twee paragrafen die zelf elk uit drie leden bestaan.

Dat geldt voor artikel 1048, eerste lid, artikel 1051, eerste en vierde lid, artikel 1067*bis*, artikel 1073, eerste lid en artikel 1075 van het Gerechtelijk Wetboek.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT

⁷ In artikel 1051 van het Gerechtelijk Wetboek wordt bepaald dat de beroepstermijn begint te lopen vanaf de kennisgeving van het vonnis overeenkomstig artikel 792, tweede en derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.